

La Vie Internationale

25 juillet 1953

La Politique intérieure commande

Les laborieuses négociations de Pan Mun Jon n'ont pas encore abouti à un armistice en Corée et l'armistice n'est pas la paix. Dans l'hypothèse probable où l'on arriverait au cessez-le-feu, rien ne prouve que la trêve ne servirait pas de manœuvre pour mettre encore à l'épreuve les nerfs des occidentaux sous la menace permanente d'une reprise brusque des hostilités. La conférence qui doit s'ouvrir après la fin des combats rencontrera de telles difficultés qu'on ne voit pas sur quelles bases un règlement dit honorable pourra être obtenu.

Si l'obstruction de Syngman Rhee s'est atténuée, elle se manifesterait de nouveau s'il n'obtient pas des Américains les garanties que ceux-ci ont promises et que le Congrès ne ratifiera peut-être pas. La guerre froide en Corée nous promet les mêmes péripéties que la guerre chaude. Le prestige des États-Unis sera encore plus malmené et la propagande communiste y trouvera ample matière à s'exercer. On pourra se faire une idée de ce que représente dans la réalité une négociation avec les asiatiques, ce qui sera d'un enseignement salutaire pour ceux qui prétendent causer un jour avec Ho Chi Min.

La nouvelle ligne soviétique.

Nous sommes surpris que l'on se pose tant de questions sur les énigmes de la politique soviétique depuis la mort de Staline, alors qu'elle est parfaitement claire comme nous l'avons déjà souligné. La première tâche que Molotof s'est assignée a été de rétablir l'instrument diplomatique que Staline avait détruit et par des gestes qui n'impliquent aucun abandon, il a rendu un minimum de confiance dans les possibilités de négocier avec les Soviétiques, ce à quoi l'on avait fini par ne plus croire. D'où une série de gestes spectaculaires qui n'engagent d'ailleurs à rien. Telle la reprise des relations diplomatiques de Moscou avec Tito et la note soviétique à la Turquie où le Kremlin renonce à des revendications territoriales sur les provinces de Kars et d'Ardahan, revendications qui ne pouvaient être satisfaites sans guerre.

En Grèce, également, les Russes ont envoyé un ambassadeur et maintenant c'est avec Israël qu'ils renouent après la rupture provoquée par les incidents de Tel-Aviv, le dit complot des médecins juifs et le procès Slansky.

En Autriche les Soviétiques ont libéré quelques prisonniers, rendu quelques établissements industriels aux autorités et relâché les contrôles interzones.

En Allemagne, la nomination de Semionov comme commissaire civil, les pourparlers sur la circulation aérienne préluèrent à une normalisation du même genre des rapports entre le bloc soviétique et ses voisins quand a éclaté l'émeute du 17 juin.

Au Japon même on s'attend à des démarches soviétiques pour la conclusion d'un traité de paix. Des ponts sont donc rétablis peu à peu sur toute la périphérie du monde communiste, mais ce sont des ponts-levis qu'on peut couper à l'occasion et sans préavis.

La Conférence à Quatre.

Rien n'indique jusqu'ici que les Russes répondront à l'invitation des Occidentaux de tenir une conférence à quatre sur les problèmes autrichiens et allemands. Nous sommes convaincus qu'ils n'ont pas plus que les Américains l'intention de s'engager pour le moment, on arriverait vite à une impasse et le travail de remise en ordre diplomatique accompli par Molotof se trouverait compromis.

Les Soviétiques avaient avant le 17 juin le dessein de provoquer une conversation exclusivement entre Allemands, soit entre Bonn et Karlshorst, soit en cas de refus d'Adenauer entre des personnalités non gouvernementales des deux zones. Depuis le 17 juin ce genre de rapprochement à peu de chances d'aboutir. Le gouvernement de Grotewohl et d'Ulbricht ne représentent plus rien aux yeux des Allemands de l'Ouest quels qu'ils soient et personne n'entrerait en pourparlers avec des gens qui seraient autorisés à s'engager en leur nom.

Reste la possibilité d'une manœuvre devant l'O.N.U. que rien jusqu'ici n'annonce. Molotof trouvera peut-être autre chose avant les élections du 6 septembre en Allemagne occidentale.

Le rôle de l'armée en U.R.S.S

Un excellent observateur des choses russes William Reowick qui vient de publier un ouvrage sur les Soviétiques, explique les événements qui ont accompagné la chute de Béria d'une façon qui concorde exactement avec ce que nous en disions ici: la disgrâce de Béria a été imposée par l'armée qui a voulu se défaire de cette autre armée de quatre cent mille policiers que Béria avait formée sur les ordres de Staline avec tous les hors-la-loi qui s'étaient répandus après les famines de 1920 et dont la tâche principale était d'espionner et de supprimer tous les suspects au régime. La chute de Béria n'est nullement un prélude à la dictature de Malenkof. L'armée rouge est aujourd'hui une force

beaucoup plus cohérente et disciplinée qu'au lendemain de la guerre. Elle ne se laissera plus aussi facilement épurer. Tout comme l'intelligenzie, elle supporte mal que ses membres disparaissent de mort plus ou moins naturelle. Elle veut la stabilité et la sécurité de l'emploi. Le pouvoir civil symbolisé par le parti devra se soumettre à ses conditions ce qui ne veut pas dire que des compromis sont impossibles. En tous cas, en politique internationale, l'armée ne paraît pas plus disposée à céder que les diplomates et le récent raidissement de la répression en Allemagne orientale paraît appuyée par elle.

Le crépuscule de Mac Carthy.

Le fait marquant de la politique intérieure américaine est la lutte courtoise mais implacable entre Eisenhower et Mac Carthy. Le Mac Carthysme était une force dans l'opinion américaine dont le communisme est le cauchemar, et le Président fidèle à sa méthode et selon son tempérament a usé de patience en attendant le faux-pas de son adversaire. Celui-ci plus bouillant qu'adroit l'a fait en accusant le clergé protestant de complaisance envers le communisme, ce fut un tollé. Les puritains touchés au vif tournèrent le dos au Mac Carthysme et une accusation d'importance mineure du sénateur contre un certain Bundy, genre de l'ex-secrétaire d'état Acheson a provoqué la démission de deux des trois sénateurs républicains qui restaient au comité d'inquisition de Mac Carthy après le départ déjà des sénateurs démocrates.

Le vice-président Nixon intervenant à son tour pour défendre la C. I. A. (l'Intelligence service américain) contre les sommations de comparaître de Mac Carthy a achevé la déroute de celui-ci. L'opinion aux États-Unis est promptement aux volt-faces; celle-ci paraît décisive et ce sera un soulagement pour tout le monde, sauf pour ceux qui à l'étranger se servaient du Mac Carthysme, de la « chasse aux sorcières » et des « brûleurs de livres » contre la politique américaine.

CRITON.